CONSEIL DU CONTENTIEUX DES ETRANGERS

ARRÊT

n° 25.075 du 26 mars 2009
dans l'affaire 35.682 / V

En cause : X

Domicile élu : X

Contre :

le Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides.

LE CONSEIL DU CONTENTIEUX DES ETRANGERS,

Vu la requête introduite le 29 décembre 2008 par X, qui déclare être de nationalité guinéenne, contre la décision X du Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides prise le 18 décembre 2008 ;

Vu l'article 51/4 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers ;

Vu le dossier administratif et la note d'observation ;

Vu l'ordonnance du 16 février 2009 convoquant les parties à l'audience du 11 mars 2009 ;

Entendu, en son rapport, B. LOUIS, juge au contentieux des étrangers ;

Entendu, en leurs observations, la partie requérante assistée par Me E.MASSIN, qui succède à Me J.M. KAREMERA, avocats, et Mme I. MINICUCCI, attaché, qui comparait pour la partie défenderesse ;

APRES EN AVOIR DELIBERE, REND L'ARRET SUIVANT :

1. L'acte attaqué

1.1. Le recours est dirigé contre une décision de refus de reconnaissance de la qualité de réfugié et de refus d'octroi de la protection subsidiaire qui est motivée comme suit :

« A. Faits invoqués

A l'appui de votre demande d'asile, vous invoquez les faits suivants :

Vous seriez de nationalité guinéenne, d'origine ethnique peul et de religion musulmane. Vous n'auriez aucune activité politique et seriez vendeur de vêtements. Vous habiteriez dans la commune de Bambeto à Conakry avec votre oncle paternel. En date du 22 janvier 2007, accompagné de vos amis, vous auriez pris part à une manifestation de protestation organisée par des syndicats à Conakry. En direction du palais présidentiel, au niveau du pont du 11 novembre, vous auriez été intercepté par des militaires qui auraient lancé des gaz lacrymogènes et auraient tiré à balles réelles dans la foule. Vous et vos amis auriez été arrêtés et conduits à la maison centrale de Conakry. Durant votre incarcération, vous auriez été frappé et maltraité. On vous aurait accusé de voleur, d'avoir commis des actes de vandalisme et d'avoir jeté des pierres aux autorités. Le 10 juin 2008, vous seriez

parvenu à vous évader grâce à des démarches entreprises par votre oncle moyennant le paiement d'une somme d'argent. Ce dernier vous aurait conduit à Koyah chez l'un de ses amis chez qui vous seriez resté caché jusqu'au jour de votre départ. Le 18 juin 2008, vous auriez quitté en avion la Guinée, accompagné d'un passeur et muni d'un passeport d'emprunt. Vous seriez arrivé le lendemain en Belgique et le 23 juin 2008, vous introduisiez une demande d'asile.

B. Motivation

Force est de constater que l'analyse approfondie de votre demande d'asile ne permet pas de vous reconnaître la qualité de réfugié au sens de la Convention de Genève du 28 juillet 1951. De même, vos déclarations ne permettent pas non plus de conclure à l'existence, dans votre chef, d'un risque réel de subir des atteintes graves visées par l'article 48/4 de la loi sur les étrangers (Loi du 15 décembre 1980) et relatif à la protection subsidiaire.

Tout d'abord, il convient de relever que vous avez basé l'intégralité de votre demande d'asile sur l'arrestation dont vous auriez fait l'objet de la part de vos autorités nationales le 22 janvier 2007, après avoir participé à une manifestation de protestation organisée par des syndicats contre le pouvoir en place et après avoir jeté des pierres aux autorités. Or, force est de constater que divers éléments nous empêchent d'établir, en ce qui vous concerne, une crainte actuelle et fondée de persécution.

Concernant le jugement supplétif que vous avez déposé (p.3-4 du rapport d'audition), interrogé afin de savoir comment vous l'avez obtenu, vous avez répondu que ledit document se trouvait chez votre père et que votre oncle se serait rendu chez lui, l'aurait pris et vous l'aurait envoyé. A la question de savoir quelles étaient les démarches faites par votre père pour l'obtention du jugement supplétif, vous avez répondu « Après mon évasion de la prison, le 16 juin 2008, nous sommes allés, mon oncle paternel et moi chez le chef du quartier pour faire une demande d'acte de naissance ». Interrogé aussi afin de savoir si le chef du quartier avait accepté votre demande, vous avez dit « Il a accepté de le faire mais ce n'était pas le même jour qu'il été délivré et ce n'est que le 17 juin 2008 que mon père est allé le chercher ». Enfin, interpellé afin de savoir pourquoi vous avez pris le risque de vous présenter devant le chef du quartier pour obtenir un acte de naissance alors que vous veniez de vous évader de la prison, vous avez répondu « C'est vrai c'est une autorité mais il ne savait pas que je venais de m'évader », réponse peu crédible étant donné sa position de chef de quartier. De même, interpellé sur le fait que vous vous dites activement recherché par vos autorités nationales mais que vous vous présentez devant le chef du quartier et vous faites délivrer un jugement supplétif signé par le juge du tribunal et du greffier de première instance de Conakry, vous avez rétorqué « Vous savez, en Guinée tout se paye. Mon père a payé 50.000fg aux autorités qui ont établi le jugement supplétif », (p.6 du rapport). Confronté enfin à l'incohérence entre vos propos sur le risque encouru et le risque que vous prétendez avoir pris ce 16 juin 2008, vous avez répondu « C'est mon père qui avait pris le risque, ce n'est pas moi ». Relevons que votre comportement consistant à vous présenter auprès de vos autorités, que vous dites craindre, juste après votre évasion n'est pas cohérent et ne correspond pas à celui d'une personne qui dit craindre ces dernières.

Au vu de ce qui précède, rien, dans vos déclarations, ne nous permet d'établir l'existence, en ce qui vous concerne, d'une crainte actuelle et fondée de persécution. En effet, vous reconnaissez que, juste après votre évasion, vous vous êtes rendu devant vos autorités de quartier pour obtenir un document établissant votre identité. Il ressort également de vos déclarations que, bien que vous prétendez vous être évadé de prison, vous n'avez eu aucun problème à vous faire délivrer par un tribunal de première instance un jugement supplétif tenant lieu d'acte de naissance. On peut, dès lors, raisonnablement, en conclure, à supposer les faits établis, qu'il n'existe pas, dans votre chef, une crainte de persécution en cas de retour dans votre pays d'origine.

En outre, vous vous dites également recherché au pays par vos autorités (p.5 du rapport d'audition). Notons, à nouveau, qu'il n'est pas cohérent d'avoir pu obtenir un tel document émanant de vos autorités, si effectivement vous étiez recherché par celles-ci.

Enfin, au vu de ce qui précède, il nous est permis d'établir que vous pourriez vous établir dans une autre région de votre pays sans y rencontrer de problèmes avec vos autorités nationales.

Enfin, quant aux documents à savoir l'acte de naissance et la lettre écrite par votre oncle que vous avez déposés à l'appui de votre demande d'asile, force est de constater qu'ils ne peuvent modifier l'analyse développée ci-dessus. En effet, relevons que l'acte de naissance établit votre identité, laquelle n'est pas remise en cause par la présente décision. Quant à la lettre, elle est de nature privée et n'a pas de valeur probante.

C. Conclusion

Sur base des éléments figurant dans votre dossier, je constate que vous ne pouvez pas être reconnu(e) comme réfugié(e) au sens de l'article 48/3 de la loi sur les étrangers. Vous n'entrez pas non plus en considération pour le statut de protection subsidiaire au sens de l'article 48/4 de la loi sur les étrangers.»

1.1. Il s'agit de la décision attaquée.

2. La requête

2.1. La partie requérante confirme l'exposé des faits figurant dans la décision entreprise.

2.2. La partie requérante invoque la violation de l'article 1er, section A, §2, de la Convention de Genève du 28 juillet 1951, modifié par l'article 1^{er}, §2, de son Protocole additionnel du 31 janvier 1967, relatifs au statut de réfugié (ci-après dénommés la Convention de Genève), des articles 48/2 et 48/4 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers (ci-après dénommée la loi du 15 décembre 1980), des articles 2 et 3 de la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs et du principe général de bonne administration. Elle estime également que le Commissaire général a commis une erreur manifeste d'appréciation.

2.3. La partie requérante conteste en substance la pertinence de la motivation de la décision attaquée au regard des circonstances de fait propres à l'espèce. Ainsi, elle explique que le risque pris par le requérant en se présentant auprès du chef de quartier après son évasion était minime compte tenu de la lenteur de la circulation de l'information entre les autorités militaires de la maison centrale de Conakry et les autorités locales, que son acte de naissance était indispensable pour sa procédure d'asile et que le pouvoir judiciaire qui a délivré le jugement supplétif n'est pas l'autorité poursuivante. La partie requérante constate également que la décision attaquée ne se prononce pas sur les éléments fondamentaux de sa demande, soit sa participation à la manifestation du 22 janvier 2007 et les persécutions qui ont suivi. Elle considère que les faits allégués justifient à suffisance l'existence dans son chef d'une crainte fondée de persécution au sens de la Convention de Genève en raison de ses opinions politiques.

2.4. La partie requérante demande de réformer la décision entreprise et de lui reconnaître la qualité de réfugiée.

3. L'examen de la demande sous l'angle de l'article 48/3 de la loi du 15 décembre 1980

3.1. Dans la décision entreprise, la partie défenderesse constate que le requérant s'est présenté devant les autorités de son quartier juste après son évasion afin d'obtenir un document d'identité et considère qu'une telle démarche n'est pas compatible avec les craintes qu'il invoque. Elle estime que, dans ces conditions, le requérant

pourrait s'établir dans une autre région de son pays. Les documents déposés à l'appui de la demande sont jugés inopérants.

- 3.2. Après examen du dossier administratif et des pièces de procédure, le Conseil constate que la motivation de la décision attaquée est pertinente et établie en ce qu'elle souligne l'incohérence du comportement du requérant ; il n'est effectivement pas compréhensible que le requérant se présente auprès de ses autorités locales six jours après son évasion alors qu'il serait caché depuis lors chez un ami de son oncle à Koyah. Si, comme l'allègue la partie requérante, le risque pris était minime compte tenu du fait, d'ailleurs non avéré, que l'information de son évasion ne serait pas encore diffusée auprès de toutes les autorités, le Conseil n'aperçoit pas pourquoi le requérant a alors encore attendu six jours pour effectuer cette démarche. Aussi, aucun document n'est à proprement parler indispensable à l'introduction d'une demande d'asile et s'il l'était aux yeux du requérant, le Conseil estime invraisemblable qu'il soit parti sans le jugement supplétif obtenu par son père avant son départ. Enfin, le principe de la séparation des pouvoirs n'empêche pas les autorités judiciaires de déférer un prévenu évadé aux autorités policières. En tout état de cause, le Conseil n'accorde aucune force probante à ce jugement qui, des dires même du requérant, a été monnayé.
- 3.3. Par contre, le Conseil n'aperçoit pas, au vu de la nature des faits allégués, sur quelles bases la partie défenderesse estime qu'une possibilité raisonnable de refuge interne existe pour le requérant, d'autant qu'aucune question ne lui a été posée à cet égard.
- 3.4. Pour sa part, le Conseil constate qu'il ne peut pas se forger une conviction quant à la crédibilité des faits allégués. Comme le relève à juste titre la partie requérante, la partie défenderesse ne s'est pas prononcée pas sur les éléments essentiels de la demande, soit la participation du requérant à la manifestation du 22 janvier 2007, son arrestation dans ce cadre et sa détention arbitraire à la maison centrale de Conakry durant plus d'un an. Or, il appert que les déclarations du requérant au Commissariat général sont à cet égard assez précises et cohérentes. Les déclarations recueillies ensuite à l'audience et consignées au procès-verbal n'ont pas permis au Conseil de se faire une opinion tranchée quant à la réalité de ces faits. Dans ces conditions, le Conseil n'est pas en mesure de réformer ou de confirmer la décision entreprise et estime qu'il y a lieu d'annuler la décision entreprise.

**PAR CES MOTIFS,
LE CONSEIL DU CONTENTIEUX DES ETRANGERS DECIDE :**

Article 1^{er}.

La décision X rendue le 18 décembre 2008 par le Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides est annulée.

Article 2.

L'affaire est renvoyée au Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides.